

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Région académique Bretagne
Service Régional Académique des Achats (SR2A)

Pour la Division des Examens et Concours (DEC)

96 rue d'Antrain, CS 10503
35705 RENNES-CEDEX 07
Tél : 02 23 21 77 87
Mél : ce.sr2a@ac-rennes.fr

CCAP Cahier des Clauses Administratives Particulières

Procédure Adaptée - 25DEC001

FOURNITURE D'ÉTIQUETTES ET D'ENVELOPPES SPÉCIALES

SOMMAIRE

ARTICLE 1. GENERALITES	4
1.1. <i>Définitions</i>	4
1.2. <i>Obligations générales des parties</i>	4
1.3. <i>Pièces constitutives du marché</i>	5
1.4. <i>Confidentialité</i>	5
1.5. <i>Réparation des dommages et assurances</i>	6
ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DU MARCHE	6
2.1. <i>Objet</i>	6
2.2. <i>Forme</i>	6
2.3. <i>Durée</i>	7
2.4. <i>Montant</i>	7
2.5. <i>Modification du marché</i>	7
ARTICLE 3. PRIX DU MARCHE	8
3.1. <i>Forme et contenu des prix</i>	8
3.2. <i>Révision des prix</i>	8
3.3. <i>Prix nouveaux</i>	9
ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	9
4.1. <i>Bons de commande</i>	9
4.2. <i>Livraisons</i>	10
ARTICLE 5. REGLEMENT DES COMPTES	10
5.1. <i>Avance</i>	10
5.2. <i>Présentation des demandes de paiement</i>	10
5.3. <i>Délai global de paiement</i>	11
5.4. <i>Règlement en cas de groupement ou de sous-traitance</i>	11
ARTICLE 6. CONSTATATION D'EXECUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 7. PENALITES	12
ARTICLE 8. GARANTIES	12
ARTICLE 9. CLAUSE SOCIALE DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE	12
ARTICLE 10. CLAUSE DE REEXAMEN	14
ARTICLE 11. RESILIATION	15
ARTICLE 12. DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION	15
12.1. <i>Modification de l'accord-cadre</i>	15
12.2. <i>Remise des certificats fiscaux et sociaux et autres pièces administratives</i>	15

ARTICLE 13. PERTE DE L'EXCLUSIVITE	16
ARTICLE 14. LITIGES	16
ARTICLE 15. DEROGATIONS	16

ARTICLE 1. GENERALITES

1.1. Définitions

Il est rappelé que le terme « marché public » désigne un contrat conclu entre un acheteur public et un opérateur économique, conformément à l'article L1111-1 du Code de la commande publique en vigueur au 1^{er} avril 2019.

Dans la suite du présent document :

- Le Ministère chargé de l'Education Nationale et de la Jeunesse est désigné sous l'appellation le « Ministère »,
- La Région académique Bretagne, représentation du Ministère au niveau de la Région, est aussi appelée Académie de Rennes (circonscription administrative de la Région académique Bretagne),
- La Région académique Bretagne, représentée par la DEC, Division des Examens et Concours de l'Académie de Rennes, et le SR2A, Service Régional Académique des Achats, est désignée sous l'appellation « acheteur »,
- La société retenue pour l'exécution est désignée sous l'appellation « titulaire »,
- Le terme « marché » désigne un « accord-cadre à bons de commande ».

1.2. Obligations générales des parties

La notification des décisions, observations ou informations en provenance de l'acheteur, qui font courir un délai, est faite par le biais du profil d'acheteur PLACE ou en cas d'indisponibilité du profil acheteur, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et le cas échéant, l'heure de sa réception.

En cas de groupement solidaire, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Dès la notification du marché :

- l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché,
- le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Toute modification survenant au cours de l'exécution du marché, portant sur la situation juridique ou économique du titulaire, qui se rapporte aux éléments ci-dessous doit être notifiée sans délai à l'acheteur à l'adresse ce.sr2a@ac-rennes.fr :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- à ses coordonnées bancaires,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Toute autre modification importante concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché doit également être portée à la connaissance de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux stipulations du marché détaillées dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas ces obligations, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs. Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. En cas de manquement à ses obligations, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues aux articles 41 et suivants du chapitre 7 du CCAG-FCS, soit la résiliation aux torts du titulaire.

1.3. Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes BPU et Fiche des caractéristiques,
- L'annexe I du RC Fiche entreprise,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le marché fait référence au cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

1.4. Confidentialité

Le titulaire qui a reçu communications, renseignements, documents, connaissances techniques, savoir-faire ou objets quelconques relatifs au présent marché est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires permettant d'en maintenir la confidentialité. Il en est de même pour tout renseignement et/ou information parvenus à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à ne pas tenter d'accéder à des informations ou des ressources ne faisant pas partie du périmètre de la prestation

Aucune information confidentielle ne pourra être diffusée par le titulaire à un tiers sans l'accord écrit préalable de l'acheteur.

Les obligations de confidentialité du titulaire s'étendent à ses salariés et/ou à ses éventuels sous-traitants. Le titulaire informera ses salariés et ses éventuels sous-traitants, des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et s'assurera du respect de ces obligations.

La Région académique Bretagne s'engage en retour à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, que celui-ci aurait signalés comme tels dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

1.5. Réparation des dommages et assurances

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation. Il est le seul responsable des dommages que l'exécution de la prestation puisse causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au Ministère ou à des tiers.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence ou de celles des sous-traitants, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure telle que définie ci-après ou encore si elle résulte du fait de l'acheteur.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DU MARCHE

2.1. Objet

Le présent marché a pour objet la fourniture, le conditionnement et la livraison :

- d'enveloppes de différents formats, imprimées ou non imprimées,
- d'étiquettes de différents format pour la Région académique Bretagne.

La livraison concerne trois sites :

- la Division des Examens et Concours (DEC) située à Rennes,
- l'Unité Académique de Reprographie (UAR) située à Rennes,
- le Service des Examens Professionnels situé à Vannes.

La livraison a lieu conformément aux dispositions du CCTP.

2.2. Forme

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande qui sera exécutée au fur et à mesure de l'émission des bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Dénomination Lot	Montant estimé HT	Montant maximum HT
1 – Enveloppes	24 000€	36 000€
2 – Etiquettes	28 000€	42 000€

2.3. Durée

Le présent marché prend effet à la date de sa notification.

Il est conclu pour une durée initiale de 24 mois fermes et peut être reconduit, par reconduction tacite pour une période de 12 mois, sans que sa durée totale excède 48 mois.

En cas de non reconduction, l'acheteur en informera le titulaire, un mois au plus tard avant la date d'anniversaire de reconduction.

L'information de non-reconduction sera transmise par écrit, par courrier recommandé ou courriel avec accusé de réception.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni aucun dédommagement. Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité du marché et des bons de commande émis sur ce marché.

2.4. Montant

Le présent marché est conclu **sans montant minimum**.

Le montant global estimé du marché, pour toute sa durée, reconductions incluses, **est de 52 000 € HT**.

Le montant global maximum est établi à **78 000 € HT**.

Ces montants n'engagent pas l'acheteur.

2.5. Modification du marché

Après notification, toute modification ne pourra être prise en compte qu'après la signature d'un avenant par l'acheteur et le titulaire. Les demandes de modifications sont à adresser à l'acheteur à l'adresse ce.sr2a@ac-rennes.fr.

Chaque avenant devra déterminer notamment les modifications apportées au marché d'origine, tant pour ce qui concerne la partie administrative et financière que la partie technique ou les délais d'intervention.

ARTICLE 3. PRIX DU MARCHÉ

3.1. Forme et contenu des prix

Les prix tiennent compte de toutes sujétions nécessaires à la bonne exécution de la prestation incluant les frais de livraison.

La date initiale d'établissement du prix est la date de remise de l'offre.

Le marché est conclu à prix unitaires comme indiqué dans le bordereau des prix unitaires figurant à l'annexe 1 à l'acte d'engagement (BPU).

Les montants sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et les règles en vigueur. Les montants hors taxes et TVA comprise sont ceux figurant au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

Le taux de TVA est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation.

L'euro est la monnaie de compte du présent marché.

3.2. Révision des prix

Les prix sont unitaires.

Les prix sont fermes pour la période ferme, soit durant les 24 premiers mois.

Ils sont ensuite révisés une fois par an, lors du mois anniversaire de la notification du marché dans les conditions suivantes :

$$P = P_o (0,15 + 0,30 * (S/S_o) + 0,55 * (I/I_o))$$

P = prix révisé.

P_o = prix aux conditions initiales du marché ou dernier prix révisé.

S = Indice INSEE 010562767 des taux de salaire horaire des ouvriers – travail du bois, industries du papier et imprimerie – dernier indice connu au moment de la révision de prix.

S_o = Indice INSEE 010562767 des taux de salaire horaire des ouvriers – travail du bois, industries du papier et imprimerie – dernier indice connu à la date de notification du marché.

I = Indice INSEE 010764124 de prix de production de l'industrie pour le marché français – papier et carton – dernier indice connu au moment de la révision de prix.

I_o = Indice INSEE 010764124 de prix de production de l'industrie pour le marché français – papier et carton – dernier indice connu à la date de notification du marché.

Les prix figurent à l'annexe I à l'acte d'engagement (BPU). Tout coût, non détaillé ou justifié en annexes I ou II à l'acte d'engagement, restera à la charge du titulaire.

Le coefficient de révision est à la décimale égale ou supérieure à 5 par excès.

Le titulaire adresse, sous peine de forclusion, le BPU révisé, par mail avec accusé de réception, au plus tard 30 jours calendaires avant la date anniversaire de la notification à l'adresse ce.sr2a@ac-rennes.fr.

Si, en cours d'exécution du contrat, les indices venaient à disparaître, une procédure de réexamen peut être engagée de manière à remplacer les indices disparus par des indices équivalents.

Les prix de règlement des commandes passées avant la date de la revalorisation annuelle, ne sont pas affectés par le nouveau barème.

3.3. Prix nouveaux

En cours d'exécution, l'acheteur se laisse la possibilité d'ajout d'un « prix nouveau ». Les prix nouveaux sont établis aux conditions économiques en vigueur au moment de l'établissement du projet de commande (cf articles 3.1 et 4.1 du CCTP).

Le prix nouveau est définitif lorsqu'il est inclus au BPU, une fois l'an, à la date anniversaire de notification. Ce prix nouveau intègre le BPU via un avenant uniquement dans la mesure où il présente une récurrence.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Les prestations s'exécuteront dans les conditions décrites dans le cahier des clauses techniques particulières du présent CCTP.

4.1. Bons de commande

Le marché est un accord-cadre à bons de commande. Les mentions suivantes doivent figurer sur chaque bon de commande :

- Nom ou raison sociale du titulaire;
- Date et numéro de bon de commande;
- N° de service exécutant;
- Nature et description des prestations à réaliser;
- Délais de livraison;
- Lieu de livraison des prestations;
- Montant du bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les délais d'exécution des bons de commande peuvent excéder la durée de validité du présent marché, dans un délai ne pouvant excéder 3 mois à compter de la date de fin de validité du présent marché.

Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'exécution des prestations.

4.2. Livraisons

Le titulaire s'engage à assurer l'ensemble des livraisons conformément aux dispositions prévues aux articles 3.2 et 4.2 du CCTP.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai à la Division des Examens et Concours en exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 5. REGLEMENT DES COMPTES

5.1. Avance

A l'article B4 de l'acte d'engagement, le titulaire devra indiquer s'il renonce à percevoir l'avance.

Les dispositions de l'article 11.1 (option A) du CCAG-FCS s'appliquent.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément à l'article R2191-11 du code de la commande publique.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

5.2. Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront établies en un exemplaire transmis par voie dématérialisée et déposées sur le portail Chorus-pro à l'adresse suivante : chorus-pro.gouv.fr.

Pour effectuer ce dépôt certaines données devront obligatoirement être précisées : le n° d'engagement juridique et le n° de service exécutant présents sur le bon de commande.

Outre les mentions légales, les indications suivantes devront apparaître sur la facture :

- Nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Numéro du compte bancaire ou postal ;
- Date d'exécution des prestations ;
- Nature des prestations exécutées ;
- Désignation de l'organisme débiteur ;

- Numéro du bon de commande ;
- Décomposition des prix, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- Date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ; le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

5.3. Délai global de paiement

Le mode de règlement choisi est le virement administratif. Les sommes seront payées conformément aux dispositions prévues à l'article R2192-10 du Code de la commande publique dans un délai de 30 jours.

Un retard de paiement de l'acheteur fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire par application de l'article R2192-31 du Code de la commande publique.

5.4. Règlement en cas de groupement ou de sous-traitance

Les dispositions de [l'article 12 du CCAG-FCS](#) s'appliquent.

ARTICLE 6. CONSTATATION D'EXECUTION DU MARCHE

L'acheteur se réserve le droit de refuser une fourniture qui se révélerait non conforme aux dispositions prévues au CCTP.

Si l'offre retenue comporte des engagements sociaux et/ou environnementaux, le titulaire adressera à chaque date anniversaire au Service Régional Académique des Achats (à l'adresse ce.sr2a@ac-rennes.fr) et à la Division des Examens et Concours, un rapport annuel prouvant la bonne exécution des engagements sociaux et/ou environnementaux détaillés dans son offre.

En cas de manquement, le titulaire encourt des pénalités détaillées à l'article 7 du présent CCAP.

ARTICLE 7. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de manquement du titulaire, les pénalités sont décrites ci-dessous.

Concernant un manquement du titulaire relatif aux modalités de livraison détaillées dans son offre et aux articles 3.2 et 4.2 du CCTP, les pénalités sont les suivantes :

Non-respect des modalités de livraison	Pénalité en € TTC	Unité
Non-respect du délai de livraison	50€	Par jour ouvré

Concernant un manquement du titulaire relatif aux démarches sociales et/ou environnementales détaillées dans son offre, les pénalités sont les suivantes :

Non-respect de la clause de formation	Pénalité en € TTC	Unité
Heures de formation prévues non réalisées	60€	Par heure non réalisée
Absence de réponse de l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise » aux sollicitations de l'acheteur (SR2A ou MLDS)	100€	Par relance
Absence de transmission de la fiche entreprise actualisée : en cas de modification de l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise »	20€	Par document
Absence de transmission des copies de la convention de stage tripartite, l'attestation de présence du jeune bénéficiaire, du bilan croisé	20€	Par document

Non-respect de l'engagement environnemental	Pénalité en € TTC	Unité
Absence de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action à la date anniversaire	50€	Par jour ouvré

ARTICLE 8. GARANTIES

Aucune clause de garanties financières ne sera appliquée.

ARTICLE 9. CLAUSE SOCIALE DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE

La clause sociale constitue **une condition d'exécution du présent marché**. **Une offre qui ne présente pas pour la clause sociale, une action de formation sous statut scolaire, selon les formes requises, est irrégulière.** Le candidat doit renseigner la fiche entreprise en annexe I du RC.

L'action de formation proposée par les candidats doit être adaptée à un public de jeune en situation de décrochage scolaire. Elle peut être en lien direct avec l'objet du marché (si celui-ci le permet) ou porter sur les fonctions supports de la société (services administratifs, logistiques...).

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire. Il s'agit de jeunes entre 16 et 25 ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du Code de l'éducation, tel que modifié par le décret n° 2010 -1781 du 31 décembre 2010.

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Education Nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Le volume horaire minimal exigé est de 100 heures par année, à réaliser pendant le marché. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise titulaire, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal).

Le titulaire reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS, qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du SR2A, ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation écrite via un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. A tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés par le contrat.

En l'absence de profil de jeune, le titulaire, ne pouvant réaliser une action en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire, mettra en place, sur proposition de la MLDS, des visites d'entreprise pour un groupe de décrocheurs d'un volume d'heures équivalent à l'offre de parcours.

Les échanges entre le titulaire, la MLDS et le SR2A se font prioritairement de façon écrite par mail. Les contacts mails seront communiqués au titulaire après notification.

Dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS, une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée entre le titulaire et la MLDS. La présence du référent entreprise y est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une

fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au SR2A par le titulaire. **Le titulaire transmet également au SR2A une copie de la convention de stage tripartite signée à l'adresse ce.sr2a@c-rennes.fr.**

A l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de l'action de formation et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

Le suivi de la clause sociale est coréalisé par le SR2A et la MLDS, qui s'assurent de la réalité de l'action mise en œuvre par le titulaire dans le cadre du calendrier scolaire. Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du SR2A ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution à l'acheteur à l'adresse ce.sr2a@c-rennes.fr :

- la « fiche entreprise » (annexe I du RC) en cas de modification,
- la convention de stage tripartite,
- l'attestation de présence du jeune bénéficiaire,
- le bilan croisé.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés suivant la demande du SR2A ou de la MLDS.

Pendant, et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de la clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le SR2A et la MLDS. Dans ce cas, le SR2A et la MLDS étudient conjointement avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

ARTICLE 10. CLAUSE DE REEXAMEN

A l'issue de la première année d'exécution, ou en cas de circonstances imprévisibles et extérieures aux parties modifiant l'équilibre économique du contrat, les parties examineront l'impact de la conjoncture économique sur les conditions d'exécution notamment financières, par le biais de la présente clause de réexamen.

La mise en œuvre de cette clause pourra être demandée par l'acheteur ou par le titulaire.

Cette dernière pourra notamment porter sur les éléments suivants :

- une modification de la clause de révision des prix (contenu, fréquence de révision, indice, etc...),
- la modification, ajout ou retrait d'une fourniture et/ou d'une prestation, issue de la pièce financière, si la référence n'est plus disponible en raison de la

conjoncture. Un équivalent technique et financier fait toujours l'objet d'une validation par les services du Rectorat (DEC et SR2A).

Lorsque qu'une demande est formulée par le titulaire, elle doit être expressément transmise au Service Régional Académique des Achats à l'adresse ce.sr2a@ac-rennes.fr. Cette demande sera faite sur présentation de justificatifs écrits et circonstanciés de la part du titulaire. L'acheteur devra alors donner son accord. Cet accord s'appliquera sur les commandes à venir.

Ces modifications pourront prendre la forme d'une décision unilatérale ou d'un avenant. La date d'entrée en vigueur, le contenu ainsi que la durée d'application seront précisés.

ARTICLE 11. RESILIATION

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations contractuelles, le marché est résilié à ses torts sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité de résiliation.

En cas de résiliation, les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 12. DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION

12.1. Modification de l'accord-cadre

En cas de de modification de sa dénomination sociale, de fusion ou d'absorption de sa société, le titulaire doit impérativement en informer l'Académie de Rennes **par écrit** dans les plus brefs délais.

Toute modification ne pourra être prise en compte qu'après la signature d'un avenant par l'acheteur et le titulaire.

Cet avenant devra déterminer notamment les modifications apportées au marché d'origine, tant pour ce qui concerne la partie administrative et financière que la partie technique ou les délais d'intervention.

12.2. Remise des certificats fiscaux et sociaux et autres pièces administratives

Au moment de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles D8222-5, D8222-7 à 8 du Code du travail devront dater de moins de 6 mois et devront être mises à jour par le titulaire sur la plateforme [e-Attestations](#).

Des relances automatiques sont effectuées par la plateforme [e-Attestations](#) lorsque les documents ne sont plus à jour.

ARTICLE 13. PERTE DE L'EXCLUSIVITE

En cas d'indisponibilité du titulaire, s'il ne peut assurer les prestations du présent marché conformément aux dispositions du CCTP, le titulaire peut perdre l'exclusivité des commandes de fourniture d'étiquettes et d'enveloppes spéciales de l'Académie de Rennes.

ARTICLE 14. LITIGES

Préalablement à tout contentieux, les parties sont tenues de saisir le comité consultatif de règlement amiable des litiges territorialement compétent.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rennes est compétent en la matière.

ARTICLE 15. DEROGATIONS

Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS.

Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS.

Dérogation à l'article 23 du CCAG-FCS.